

**BURKINA FASO**

**\*\*\*\*\*\*\***

**Université Joseph KI-ZERBO**

**\*\*\*\*\*\*\***

**Institut Supérieur des Sciences de la Population**

**\*\*\*\*\*\*\*  
Master en Population et Santé**



Ouagadougou,

Directeur de mémoire :

Dr Aristide BADO

Enseignant chercheur

Institut Supérieur des sciences de la Population

Université Ouaga I Zoseph KI ZERBO

Année académique 2024-2025

Thème : L’insécurité et éducation des jeunes filles

Mémoire présenté et soutenu

En vue de l’obtention du diplôme de Master II en démographie

Option : Population et santé

Par : **OUEDRAOGO Fatimata**

Université Joseph KI ZERBO à l’Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP)

Ce mémoire intitulé :

Insécurité et éducation des jeunes filles au BURKINA FASO

Présenté par :

**OUEDRAOGO Fatimata**

A été évalué par un jury composé des personnes suivants

Quelles sont les contraintes et les obstacles à l'éducation des filles confronter à la crise sécuritaire?

|  |
| --- |
|  |

# INTRODUCTION

L’insécurité est devenue l'une des principales préoccupations au Burkina Faso, un pays historiquement considéré comme un havre de paix en Afrique de l’Ouest. Depuis 2015, le pays fait face à une montée fulgurante de la violence due à des attaques terroristes, principalement dans les régions nord et est. Le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) estime qu’environ 2 millions de personnes ont été déplacées à cause de cette crise sécuritaire, entraînant une crise humanitaire aiguë et une instabilité politique(Paulin et al., 2024).

Les attaques impactent considérablement les communautés, en particulier celles des zones rurales déjà fragilisées par la pauvreté. Plus de 539 attaques terroristes ont été recensées depuis avril 2015, faisant 1 452 morts et plus de 493 blessés. En outre, plus de 158 personnes ont été enlevées (au 5 septembre 2020) ; beaucoup ont été retrouvées sans vie peu après, tandis que d'autres demeurent aux mains de leurs ravisseurs. Selon les données de la CONASUR, au 8 août 2020, 1 013 234 personnes avaient abandonné leur domicile par crainte des attaques terroristes et de conflits intercommunautaires.

En 2022, la région du Centre-Nord a enregistré 46 % des violations, principalement concentrées à Kaya, qui compte 114 776 personnes déplacées internes (PDI). Kaya est ainsi la troisième commune d'accueil de PDI au Burkina Faso, avec une augmentation de 2,4 % en 2023 par rapport aux données du 31 décembre 2022, qui faisaient état de 486 337 individus, selon les statistiques du CONASUR. Par ailleurs, selon l'Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED), près de 700 incidents impliquant des groupes armés ont été enregistrés entre janvier et septembre 2022, causant plus de 600 morts.

En 2021, environ 2 923 écoles avaient été fermées sur l'ensemble du territoire national, touchant directement 424 014 élèves. En 2022, ce chiffre a encore augmenté, avec la fermeture de 3 280 établissements scolaires signalée dès janvier. L’UNICEF a montré que, la situation scolaire a connu une détérioration significative entre 2021 et 2023. En 2021-2022, le pays a enregistré une baisse des effectifs scolaires de 66 000 garçons et 48 000 filles. Cette tendance s'est amplifiée en 2022-2023, avec un abandon de 177 000 garçons et 162 000 filles, totalisant une perte de 453 000 élèves en deux ans. En parallèle, 30,4 % des écoles primaires ont fermé, impactant environ 865 000 élèves, dont 380 000 rien qu'en 2022-2023. Les données du Secrétariat technique de l’éducation en situation d’urgence (ST-ESU) révèlent que, en novembre 2022, 977 187 élèves étaient affectés par ces fermetures, dont 810 002 en primaire.

En mars 2024, le nombre d'élèves touchés est estimé à 818 149, sans distinction par niveau scolaire. Le rapport du Secrétariat technique indique que 391 établissements scolaires sont fermés dans la région du Centre-Nord, affectant ainsi 56 492 élèves et 1 352 enseignants.

(UNICEF), dans le monde, 129 millions de filles ne vont pas à l'école et dans les pays en conflit, les filles courent deux fois plus de risques de ne pas être scolarisées que celles vivant dans des pays en paix. Dans ce contexte difficile, l'éducation des jeunes filles est particulièrement menacée. L’influence du terrorisme sur l’éducation des jeunes filles est alors une problématique très préoccupante à prendre à bras-le-corps et constitue d’ailleurs le thème principal de la présente étude intitulée « l’insécurité et éducation des jeunes filles de la commune de Pissila ».

Ce travail s’articulera autour de quatre chapitres. Dans le premier chapitre, seront présentés le cadre théorique de l’étude qui situera le problème et un aperçu de la synthèse des écrits ainsi que les hypothèses de l’étude. Le deuxième chapitre sera consacré aux contextes physique, socioéconomique, démographique, socioculturel et Educative du Burkina Faso. Ensuite, nous évoquerons la méthodologie dans le troisième chapitre, avant de présenter et discuter nos résultats dans le chapitre quatre. Enfin, nous ferons un rappel de notre démarche, présenterons nos résultats et proposerons des pistes de recherche ainsi que des recommandations à l'intention des décideurs et des chercheurs de notre pays.

# **Chapitre I : Cadre théorique de l’étude**

Cette section de notre étude examinera la problématique, les approches et la synthèse des recherches empiriques concernant notre sujet dans les pays en développement. Elle abordera également les cadres conceptuels et d’analyse, ainsi que les objectifs et les hypothèses de notre recherche.

# I°) Problématique

Dans le monde environs 251 millions d’enfants et de jeunes ne sont pas scolarisés, un chiffre en hausse depuis 2023 (UNESCO 2024). La principale raison de cette hausse est l’interdiction faite aux filles et aux femmes d’accéder à l’enseignement secondaire. Tout enfants a le droit inaliénable à l'éducation, mais aujourd'hui, des millions d'entre eux, provenant des communautés et des familles les plus vulnérables, en sont privés. Certains obstacles à l'éducation, tels que l'absence d'écoles ou l'extrême pauvreté, sont manifestes. Cependant, des discriminations basées sur le genre, la religion ou la langue empêchent également de nombreux enfants d'accéder à l'école. Les filles et les femmes font face à de nombreuses discriminations et violences dès leur naissance. Chaque année, 12 millions de jeunes filles sont mariées précocement et Parmi les filles âgées de 15 à 19 ans, 18,5 millions donnent naissance à un enfant chaque année (UNESCO, 2019). Pour ses raisons 122 millions de filles dans le monde ne sont pas scolarisées (UNESCO, 2023). L’éducation des jeunes filles est particulièrement menacée et émerge comme un facteur essentiel, tant pour leur autonomisation que pour la stabilité des communautés. Bien que l'éducation des filles soit cruciale, elle est souvent négligée par rapport à celle des garçons. Des préjugés limitent leur instruction à des rôles domestiques, alors que leur éducation a des répercussions non seulement sur leur propre vie, mais aussi sur celle de leurs familles et de la société dans son ensemble. Une éducation de qualité forme des mères responsables, capables d'élever des enfants vertueux et de maintenir des foyers harmonieux. À l'inverse, une mauvaise éducation des filles peut avoir des effets néfastes sur la société (ATHENA, s. d.).

## A°) Le but de l’étude

Le but de notre étude est de contribuer a amélioré la condition d’éducation des jeunes filles confrontée à la crise sécurité de la commune de Pissila.

Il sera question de déterminer les défis à l’éducation des jeunes filles confrontée à la crise sécuritaire de la commune de Pissila.

## B°) Objectif de l’étude

Cette étude vise à analyser les contraintes et les obstacles entravant l’éducation des filles confronté à la crise sécuritaire (commune de Pissila), tout en mettant en lumière les progrès accomplis et en soulignant la nécessité d’un engagement collectif pour assurer un avenir plus prometteur à ces jeunes filles.

### 1°) Objectifs spécifiques

A°) Évaluer l’impact de la crise sécuritaire sur le taux de scolarisation des filles

B°) Identifier les principaux facteurs d’abandon scolaire liées à l’insécurité

C°) Analyser l’effets des politiques éducatives d’urgence mises en place pour soutenir la scolarisation des filles en période de crise.

D°) Comparer l’accès à l’éducation des filles avant et après l’intensification de la crise sécuritaire

E°) Analyser les perceptions et attitudes des familles vis-à-vis de l’éducation des filles en période de crise

F°) Explorer les expériences des filles scolarisées et non scolarisées, leurs motivations et les obstacles rencontrés.

# II°) Revue de littérature

La revue de littérature examine la complexité de l'impact du terrorisme sur l'éducation en Afrique de l'Ouest, soulignant la nécessité d'une approche multidisciplinaire pour développer des réponses appropriées. Elle repose sur des recherches significatives pour établir un cadre théorique robuste, en explorant les différentes dimensions de cette problématique. Impact du terrorisme sur l'éducation : fermeture d'écoles au Burkina Faso, Niger et Nord Benin documenter par (DONKO, 2024) d’où il visait à analyser l'impact du terrorisme sur l'éducation en Afrique de l'Ouest, en mettant en lumière les ruptures sociales et éducatives engendrées par ces phénomènes. Il s'appuie sur des données empiriques collectées à travers des entretiens ainsi que sur des recherches antérieures de divers auteurs. La méthodologie qualitative et multisite, lui a permis de recueillir des témoignages et perspectives locales pour mieux comprendre les enjeux. Il a mobilisé la théorie de la résilience et du capital humain pour encadrer l'analyse. Ses résultats relèvent que depuis 2021, le Burkina Faso a connu des fermetures massives d'écoles en raison de l'insécurité, avec 2 923 établissements fermés, touchant 424 014 élèves. En janvier 2022, ce chiffre a atteint 3 280, et en février 2023, il s'élevait à 6 134 écoles fermées, dont 456 délocalisées pour des raisons de sécurité. En parallèle, 7 076 écoles ont accueilli des élèves déplacés internes. Les zones les plus affectées incluent la Boucle du Mouhoun, l'Est et le Sahel, où l'inversion des priorités éducatives a entraîné une focalisation sur la survie plutôt que sur l'apprentissage. En outre, environ 1 501 775 personnes ont été déplacées, dont 61,48 % d'enfants, soulignant l'urgence d'interventions plus robustes et coordonnées impliquant des partenaires internationaux et des ONG.

(Modeste, 2022) est aller dans ce sens en disent que la crise actuelle au Burkina Faso a gravement affecté le secteur de l'éducation, entraînant des agressions, des violences physiques, des menaces, des assassinats et des incendies d'infrastructures scolaires. Plus de 20 763 enseignants sont impactés par cette crise, dont 11 ont perdu la vie. De nombreux enseignants ont subi des traumatismes, des blessures, et ont vu leurs biens détruits ou pillés. Certains ont été redéployés dans des zones plus sécurisées, comme Igor Soulga, qui témoigne de la menace terroriste ayant forcé les enseignants à quitter leurs postes. Cette situation a conduit à une rupture scolaire, privant les enfants de leur droit à l'éducation et compromettant leur avenir.

Dans l’étude intitulée "Insécurité et enseignement des langues nationales au Burkina Faso"de Bationo (2021) avait pour but d’analyser la situation sécuritaire dans le pays, à établir le lien entre les inconvénients du terrorisme et les acquis de l'éducation, en particulier en ce qui concerne les langues nationales, et à proposer des solutions. Son étude démontre que les langues nationales sont particulièrement adaptées pour la formation, l'encadrement et l'alphabétisation dans divers domaines, à travers des enquêtes et des revues documentaires. il souligne également que le terrorisme compromet les efforts du gouvernement en matière de système éducatif, affectant notamment l'enseignement des langues nationales. À titre d'illustration, la fermeture de 2 369 établissements scolaires a touché 325 245 élèves et 10 048 enseignants, sans oublier les 623 établissements endommagés, au 30 janvier 2020. Les théories telles que la sociolinguistique, la didactique des langues, la politique linguistique et l'alphabétisation fonctionnelle, abordées par (Bationo, 2021) lui est permis de comprendre comment la crise affecte l'accès à l'éducation des jeunes filles.

Les théories de la résilience, notamment celles proposées par M. Ungar (2012), sont essentielles pour comprendre comment les jeunes filles réagissent face aux effets du terrorisme sur leur éducation. La théorie du capital humain de G. S. Becker (1964) souligne l'importance de l'éducation comme un investissement dans le capital social et économique, mettant en exergue la nécessité de réformes éducatives qui promeuvent la paix et la cohésion sociale.

Selon les recherches mené par (H. ABRAS & IDEKHIM, 2024) au Tchad montre que l’éducation des jeunes filles est confrontée à de nombreux défis qui limitent l’accès et leurs réussite scolaire. Pour mieux comprendre cette situation, ils ont mené des études terrains et des analyse statistiques. Leur résultat révèle que les responsabilités familiales (46%), la pauvreté économique (20%), les mariage précoce (34%), norme culturelles ou stéréotype de genre, violence et insécurité sont des obstacles majeurs pour l’éducation des filles.

l'étude de (Bose, s. d.) explorant les défis que sont confrontées les filles issues de sections économiquement plus faibles en raison des réservations dans les écoles privées, montre que les garçons sont souvent priorisés pour les inscriptions dans des écoles privées, tandis que les filles sont dirigées vers des écoles publiques. A travers l’approche qualitative, les parents expriment des contraintes financières limitant les opportunités éducatives des filles, souvent considérées comme moins exigeantes. L'étude montre également que les parents aspirent à une éducation privée pour inculquer des valeurs de classe moyenne, soulignant ainsi les inégalités systémiques dans le système éducatif.

(Paulin et al., 2024) dans leur recherche sur « les conséquences des problèmes sécuritaires sur les populations au Burkina Faso : une étude des impacts socio-économiques et psychologiques » pour but d’identifier les problèmes liés à la gestion sécuritaire. Avec l’approche quantitative axée sur l'analyse descriptive et multivariée des données structurées ils ont prouvé que le terrorisme est une préoccupation majeure concernant le Burkina Faso. Plus de 10 000 personnes ont perdu la vie à cause d'attaques terroristes, et environ 1,76 million de personnes ont été déplacées, dont une majorité d'enfants. L'opinion des civils est alarmante, avec 64,7 % d'entre eux jugeant la situation sécuritaire critique et 29,9 % la considérant insatisfaisante. En ce qui concerne les Forces de Défense et de Sécurité (FDS), 97,5 % des membres affirment avoir connaissance du phénomène terroriste, et 71,8 % des civils partagent également cette connaissance. Ainsi, la majorité des Burkinabés, tant civils que militaires, est consciente de la menace terroriste, témoignant d'une réelle inquiétude face à une situation jugée préoccupante.

La recherche mené par (Ouedraogo et al., 2024) sur la crise sécuritaire et la baisse des acquis scolaires chez les élèves déplacés internes (EDI) avait pour objectif d'analyser l'impact de l'insécurité sur les performances scolaires des EDI dans les provinces de Kaya et Fada N'Gourma. À travers une approche mixte (qualitative et quantitative), les chercheurs ont constaté que l'insécurité a entraîné la fermeture de nombreux établissements scolaires, ce qui constitue un traumatisme pour les élèves déplacés. En effet, certains établissements ont été contraints de fermer, tandis que d'autres ont subi des attaques ou ont été incendiés. Lors des entretiens, certains élèves ont exprimé leur détresse en pleurant. Les résultats de l'étude montrent également que la majorité des élèves déplacés qui suspendent leurs études sont des filles, avec un taux de 56,5 %. Ce chiffre se décompose en 44 % pour la province de Fada N'Gourma et 37,1 % pour Kaya.

**Des théories de références**

Théorie de résilience

Théorie du capital humain

**Hypothèse**

Cependant, avant d’élucider cette problématique un certain nombre d’hypothèses s’imposent :

- l’avènement du terrorisme porte un coup dur aux réformes du système éducatif en général et particulièrement sur l’éducation des jeunes filles ;

- les efforts entrepris pour la scolarisation des jeunes filles deviennent fragiles face aux situations socioéconomique et sociopolitique qu’engendre le terrorisme ;

- une réorganisation des sites des déplacés internes en matière de l’éducation pourrait favoriser un maintien de la scolarisation des jeunes filles.

Pour ce faire différentes questions : quels sont les contraintes à l’éducation des jeunes filles ? quel est l’impact du terrorisme sur l’éducation des jeunes filles ?

*Hypothèse*

Education des jeunes filles

L’insécurité

Absence de l’état

Radicalisation

Conflits armés

**Définitions des concepts clés**

1°) Education

(UNESCO) définit la scolarisation comme « le processus d'intégration des jeunes filles dans le système éducatif, où elles acquièrent des connaissances, des compétences et des valeurs ».

2°) Insécurité

(Bruce Hoffman) Dans son livre Inside Terrorism, Hoffman définit le terrorisme comme « une méthode de violence politique qui vise à créer la peur et à provoquer des changements sociaux ou politiques ».

Selon Schmid A. et al (2003, p.840), il n’y a pas de consensus international pour une définition officielle. Le « terrorisme » est une question de point de vue car « le terroriste de l’un est le résistant de l’autre ». C’est le contexte, la nature de la cible et l’effet de terreur recherché qui déterminent le caractère terroriste d’un mode d’action, et non la technique employée. Habituellement généré par des groupes armés criminels et radicalisés, le terrorisme peut être défini comme l'emploi de la terreur à des fins idéologiques, politiques ou religieuses. Une telle situation provoque souvent des remous sociaux entrainant des conflits religieux, politique, ethnique socioéconomique. Mais dons notre contexte nous allons la définir comme l'utilisation de la violence ou de la menace de violence pour intimider, manipuler ou contrôler des populations, en particulier les jeunes, et perturber le système éducatif.

3°) Jeunes filles

(L'UNICEF)définit les jeunes comme « des individus âgés de 10 à 24 ans, qui traversent des phases cruciales de développement physique, émotionnel et social ».

**Méthodologie**

Notre étude adoptera une approche mixte,nous allons faire des entretiens semi-directifs réalisés auprès des agents des services déconcentrés des ministères en charge de l’éducation, de l’action humanitaire, des responsables de collectivités territoriales (région et mairies), d’établissements scolaires, des enseignants, des partenaires techniques et financiers, des ONG et associations humanitaires et des filles déplacées interne. Deux focus-groupes sera réaliser dont l’un auprès des parents et l’autre auprès des filles. En complément des entretiens et focus-groups, nous allons procéder à des observations sur le terrain portant sur les conditions d’études des jeunes filles, c’est-à-dire la qualité et la nature des infrastructures, puis les effectifs par classe. La méthode quantitative va consister à réaliser des enquêtes par questionnaire auprès des jeunes filles de façons aléatoire Au sien des établissements.